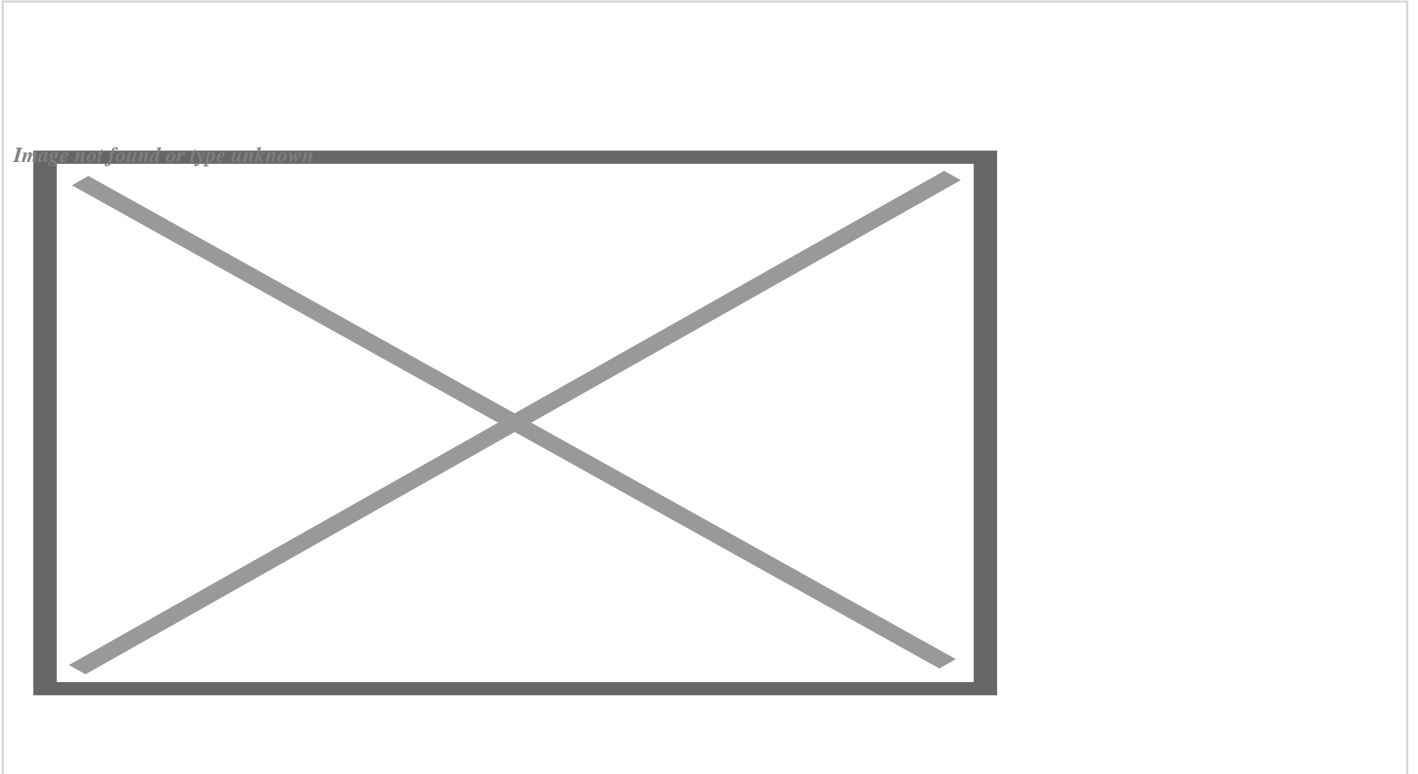


Cuba toujours engagée pour la paix



Par María Josefina Arce.

Sous la présidence de Gustavo Petro, la Colombie s'ouvre à la paix. Et une fois de plus, Cuba a été choisie pour accueillir les pourparlers sur cette voie, cette fois entre le gouvernement du pays sud-américain, qui a pris ses fonctions le 7 août, et les insurgés de l'ELN, l'Armée de libération nationale.

C'est le ministre colombien des Affaires étrangères, Alvaro Leyva, qui a annoncé la bonne nouvelle lors d'une récente visite à La Havane.

Il a souligné que la Colombie aspirait à relancer les négociations dans l'archipel cubain, qu'il a défini comme un territoire de paix.

Cuba est sérieusement engagée envers la sécurité et la stabilité mondiales. Rappelons que lorsque Cuba assurait la présidence tournante de la CELAC, la Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes, la région a été déclarée zone de paix à La Havane en 2014.

Dans le cas de la Colombie, notre pays, avec la Norvège, a été le garant du dialogue entre le gouvernement du président de l'époque, Juan Manuel Santos, et les FARC-AP, l'ancienne guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple.

De 2012 à 2016, la capitale cubaine a été le théâtre de ces pourparlers, qui ont abouti à la signature de l'accord de paix historique, visant à mettre fin à plus de cinq décennies de conflit armé, un conflit qui a fait de nombreux morts, des disparus et des déplacés.

Les participants à ces négociations ont décrit comme extraordinairement important le rôle de la nation caribéenne, qui, comme prévu, a été joué avec un professionnalisme et une neutralité totaux. Le général d'armée Raúl Castro avait déjà fait savoir qu'ils pouvaient compter sur le soutien total de Cuba, qu'il n'y aurait pas de déviations ou d'interférences de notre part.

En outre, Cuba s'est sérieusement engagée à mettre en œuvre l'accord. Elle a accordé des milliers de bourses à l'intention des jeunes colombiens démobilisés pour qu'ils étudient les sciences médicales sur le sol cubain.

Grâce à ce geste, qualifié de solidaire et généreux, d'anciens combattants et victimes du conflit ont eu la possibilité de se former comme professionnels de la santé et de revenir sur le territoire colombien pour contribuer à la construction de la paix, en offrant leurs services aux communautés les plus vulnérables.

Les négociations avec l'ELN ont commencé en 2017 à Quito, la capitale de l'Équateur, puis se sont déplacées à La Havane. Cependant, le gouvernement du président Iván Duque, 2018-2022, a rompu le dialogue après l'action de la guérilla contre une école de police, et il a également tenté de rompre les protocoles établis pour ce type d'échange.

En outre, les organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile ont dénoncé l'incapacité de Duque à mettre en œuvre l'accord, sous le mandat duquel la violence a augmenté et d'anciens combattants et leaders sociaux ont été assassinés.

Aujourd'hui, une nouvelle opportunité s'ouvre pour la Colombie. Les autorités cubaines ont à tout moment exprimé leur engagement total dans ce processus afin de contribuer, entre nous tous, à atteindre véritablement la paix dans cette nation sud-américaine, qui est aussi la paix pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Comme l'a souligné le président cubain Miguel Díaz Canel, nous poursuivrons les efforts du leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro, et du général Raúl Castro, qui ont toujours soutenu la Colombie dans sa quête de paix et de stabilité.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/296604-cuba-toujours-engagee-pour-la-paix>



Radio Habana Cuba